



## LEE HYE-MIN

Sherpa pour le G20, ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée

**Bertrand BADRÉ, directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale**

Thank you for bringing peace into the loop. Lee Hye-Min will conclude.

**LEE Hye-min, sherpa pour le G20, ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée**

Je suis très heureux de parler avec vous des discussions des pays du G20 concernant les questions énergétiques. Le G20 est un groupe ad-hoc de pays qui travaillent ensemble afin de parvenir à une croissance économique forte, durable et équilibrée. Comme l'a mentionné le président au début de cet atelier, l'énergie est indispensable au développement économique. Il est donc important que les pays du G20 discutent des questions énergétiques afin de mieux relever les défis énergétiques d'aujourd'hui et de demain. Ma présentation se divise en deux parties. La première partie est consacrée aux questions énergétiques d'ordre général du G20, tandis que la deuxième partie porte sur le changement climatique.

Je vais commencer par les questions énergétiques. Cinq questions importantes doivent être traitées par les pays du G20 en 2015, sous la présidence turque. La première porte sur l'accès universel à l'énergie. Dans le Plan d'action pour l'accès à l'énergie, les dirigeants du G20 ont convenu d'une collaboration volontaire sur l'accès à l'énergie. La première phase vise à améliorer l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne où le problème est le plus grave. L'objectif du plan d'action est de renforcer la coordination du G20 et d'établir un cadre de coopération volontaire à long terme qui pourra ultérieurement s'appliquer à d'autres régions, l'accès à l'énergie étant un facteur essentiel du développement.

Durant cette première phase, les pays du G20 coopéreront et collaboreront avec les pays africains et les organisations régionales et internationales concernées pour élaborer des cadres réglementaires et d'action, favoriser le développement et le déploiement des technologies, l'investissement et les financements, le renforcement des capacités, l'intégration et la coopération régionales, en tenant compte des situations et des besoins nationaux. Lorsque nous avons commencé à discuter de cette question, certains pays ont soulevé des objections, estimant qu'il n'était pas équitable de se concentrer uniquement sur les pays subsahariens en matière d'accès à l'énergie. Selon eux, la question de l'accès à l'énergie est essentielle non seulement pour les pays subsahariens, mais également pour les pays de l'Asie du Sud-Est. Nous avons donc décidé que la première phase sera consacrée à l'Afrique subsaharienne, tandis que la deuxième sera davantage centrée sur l'Asie du Sud-Est, sous la présidence chinoise en 2016.

La deuxième question concerne l'efficacité énergétique. Les pays du G20 ont reconnu que les mesures dans le domaine de l'énergie, notamment en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique, de hausse de l'investissement dans les technologies énergétiques propres et de soutien aux activités de recherche et développement, seront importantes pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences. Les dirigeants du G20 ont convenu d'encourager les résultats obtenus en 2015 dans le cadre des travaux réalisés sur l'efficacité et la performance en matière d'émissions des véhicules, notamment des véhicules lourds, des objets connectés, des bâtiments, des processus industriels et de la production d'électricité, ainsi que sur le financement de l'efficacité énergétique.

La troisième question a trait aux énergies renouvelables. Au regard de leur importance et de leur potentiel de croissance à long terme, la boîte à outils du G20 sur les options volontaires pour le déploiement d'énergies renouvelables a été adoptée. Cette boîte à outils établit les options utiles pour la poursuite des travaux, mettant en lumière l'importance de l'innovation et des technologies afin d'encourager l'adoption des énergies renouvelables dans

le bouquet énergétique. Les pays du G20 ont souligné le rôle central joué par l'intégration des systèmes et par une politique nationale et des cadres réglementaires stables.

La quatrième question concerne la transparence du marché. Des marchés énergétiques transparents et concurrentiels sont des conditions sine qua non à la sécurité énergétique et favorisent les investissements. Afin de promouvoir la transparence des marchés et leur efficacité, les pays du G20 se sont engagés à renforcer la *Joint Organizations Data Initiative* (JODI), en encourageant et facilitant la diffusion de données énergétiques de grande qualité, et en soutenant le renforcement des capacités. Les pays du G20 appuient également les initiatives visant à améliorer le fonctionnement des marchés de l'énergie, y compris du gaz. Ils reconnaissent l'importance de rendre publiques les informations du marché sur toutes les ressources énergétiques.

La cinquième question porte sur les subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation. Les dirigeants du G20 ont réaffirmé leur détermination à rationaliser et à éliminer progressivement à moyen terme les subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation. Ils reconnaissent la nécessité de soutenir les populations démunies et s'engagent à tout mettre en œuvre pour progresser dans ce domaine. En fait, cette question de l'élimination progressive des subventions inefficaces aux combustibles fossiles est chère aux Etats-Unis qui se sont efforcés d'honorer cet engagement pris en 2009 au Sommet du G20 de Pittsburgh.

Les Etats-Unis ont insisté sur le fait que nous devons mettre en œuvre cet engagement, faute de quoi la crédibilité du processus du G20 sera compromise. Certains pays y sont toutefois radicalement opposés. Les Etats-Unis ont ensuite proposé de fixer à 2025 la date cible pour l'élimination progressive des subventions inefficaces aux combustibles fossiles, car les dirigeants s'étaient engagés à les éliminer à moyen terme. J'ai trouvé cette proposition raisonnable. Mais elle a été rejetée en raison de la forte opposition d'un pays, et les Etats-Unis ont été extrêmement frustrés.

La deuxième partie de ma présentation porte sur les questions liées au changement climatique. Comme vous le savez, le changement climatique est l'un des plus grands enjeux de notre temps. Les sherpas du G20 se sont réunis deux jours avant la réunion du Sommet afin de finaliser le texte du communiqué des dirigeants. Nous avons passé presque tout notre temps à essayer de trouver une formulation acceptable concernant le changement climatique. Cela a été vraiment pénible et difficile, et j'ai pris conscience que la COP 21 ne serait pas un exercice aisé. Ce sera très difficile.

Il s'agissait en quelque sorte d'un prélude aux négociations de la COP 21 qui se tiendra au début du mois prochain. Nous nous sommes finalement engagés à travailler ensemble pour assurer la réussite de la COP 21. C'est une déclaration très simple, mais rien que pour la rédiger, il nous a fallu plus de six heures. Nous avons appris la nouvelle des attaques terroristes de Paris lors de nos discussions. Les dirigeants du G20 ont affirmé que l'accord de Paris devrait être juste, équilibré, ambitieux, durable et dynamique. Il a fallu plus de trois heures pour décider de mettre le mot « dynamique » à cause de l'opposition des pays en développement. « Dynamique » signifie que le niveau d'ambition continuera de croître dans les années à venir. C'est la raison pour laquelle les pays en développement étaient opposés à ce mot « dynamique ».

Les dirigeants du G20 ont salué le fait que plus de 160 pays, parmi lesquels tous les pays du G20, aient soumis leurs Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). C'est un résultat très positif car les émissions totales de gaz à effet de serre de ces pays sont supérieures à 86%. C'est une véritable réussite. Deux questions restent cependant à régler lors de la COP 21 à Paris. La première concerne l'établissement de mécanismes de surveillance pour la mise en œuvre des Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN).

C'est une question cruciale pour les Etats-Unis et les pays européens qui souhaitent rendre juridiquement contraignants les processus de mesure, d'information et de vérification. La tâche ne sera pas aisée. Comme j'ai pu le constater durant nos discussions entre sherpas du G20, ce sera extrêmement difficile. Dans le communiqué des dirigeants, nous n'avons pas déclaré que nous sommes prêts à mettre en œuvre notre contribution prévue déterminée au niveau national de façon transparente. Nous avons en effet supprimé l'expression « de façon transparente » et déclaré seulement que nous sommes prêts à mettre en œuvre nos CPDN. La transparence sera une question clé.



La deuxième question est de trouver des financements pour aider les pays en développement en matière d'adaptation et d'atténuation. Ces deux questions sont étroitement liées et constitueront d'importants obstacles à la réussite de la COP 21 de Paris. Le président Obama a pris la parole lors de la réunion et a fait part de son expérience lors de la COP 18 à Copenhague en 2009. Il a expliqué que le Sommet de Copenhague avait échoué car les dirigeants étaient arrivés trop tard. Les dirigeants s'étaient réunis à la fin du Sommet et n'avaient plus de marge de manœuvre pour intervenir.

C'est pourquoi la France a convoqué une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement au début de la COP 21 afin d'impliquer les dirigeants dès le début de la conférence. Cependant, d'après mon expérience en tant que négociateur, il serait beaucoup plus bénéfique d'impliquer les dirigeants au milieu des négociations, après la première phase. Ils pourraient insuffler une dynamique politique pour la poursuite du processus de négociation. Je ne suis pas certain que la réunion des dirigeants au début de la COP 21 le 30 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre puisse jouer un rôle décisif dans la réussite de la COP 21.